

L'Europe d'après

par Nicolas Leron

Ivan Krastev envisage la désintégration de l'Union européenne, à partir de la double fracture qui oppose l'est et l'ouest et le peuple et les élites. L'Union européenne a-t-elle un avenir ? Le politiste croit le discerner dans l'adoption d'une attitude plus conciliante envers les revendications des pays est-européens.

Recensé : Ivan Krastev, *Le Destin de l'Europe. Une sensation de déjà-vu*, Paris, Premier Parallèle, 2017, 160 p., 16 €.

Dans cet ouvrage, Ivan Krastev nous offre quelque chose de précieux et de finalement assez inattendu : son regard de l'Est qui éclaire la question européenne d'un jour nouveau à nos yeux. Certains détails négligés du tableau de la crise européenne se retrouvent soudain au centre de l'attention. Certaines considérations un peu honteuses pour l'Européen de l'Ouest policé sont ici abordées sans fard, avec franchise et mordant.

Politiste bulgare, I. Krastev s'est fait une certaine place dans le milieu fermé des penseurs lus et écoutés de l'Europe politique. Cela tient pour partie à sa volonté de penser, non pas à rebours, mais à l'avant-garde de la *doxa* des études européennes. Là où d'autres se contentent d'envisager les limites de l'intégration européenne, I. Krastev ose entreprendre une théorie de la désintégration, entendue comme déconstruction des institutions européennes et dissolution du projet politique européen. L'objet du *Destin de l'Europe* n'est pas d'identifier les vices d'architecture de la construction européenne, ni d'analyser les contradictions internes du système juridico-politique de l'Union européenne (UE), mais de savoir dans quelle mesure et à quelles conditions l'Europe institutionnelle peut survivre au processus sous-jacent d'éclatement dont la cause principale réside dans la « crise migratoire ». Car aux yeux d'I. Krastev, c'est cette crise, et non la crise des dettes souveraines, qui menace de mettre un terme au projet européen.

Une autre désintégration

I. Krastev n'est pas le seul à aborder de face la question de la désintégration. La politiste états-unienne Karen Alter envisage par exemple la possibilité qu'un contrecoup vienne inverser le processus d'intégration juridique européenne¹. La théorie néofonctionnaliste dont elle s'inspire repose en effet sur l'idée que l'UE, comme nouvelle structure d'opportunité instituée par les traités européens, pousse les acteurs non gouvernementaux à se saisir à leur profit du droit européen, que ces acteurs soient non étatiques (institutions européennes indépendantes, entreprises et groupes d'intérêts) ou étatiques (juridictions nationales notamment). En jouant le jeu du droit européen, ils renforcent celui-ci qui assoit alors progressivement son emprise sur les ordres juridiques des États membres. Cette dynamique immanente à l'architecture juridico-institutionnelle de l'UE, relativement hors de portée des gouvernements nationaux, pourrait selon K. Alter, à la faveur d'une dégradation de la structure d'opportunité — en raison d'un choc exogène ou d'un point de contradiction interne —, s'inverser en dynamique de désintégration.

L'idée de désintégration européenne est également développée par le politiste allemand Fritz Scharpf. Tandis que le droit du marché intérieur s'approfondit sous l'action des institutions européennes indépendantes, les règles de décisions à l'unanimité et à la majorité qualifiée au sein du Conseil tendent à favoriser le statu quo². Les États membres qui tirent avantage, au sein du marché intérieur, d'une fiscalité compétitive ou d'un droit du travail plus flexible peuvent en effet facilement faire échec à tout projet d'harmonisation européenne qui irait en ce sens. La situation de concurrence réglementaire dans laquelle se trouvent les États membres les conduit en retour à s'engager dans une course vers le moins-disant, c'est-à-dire à développer des politiques de l'offre, voire de dévaluation interne. Le système ne trouvant jamais d'équilibre statique, sa dynamique est négative et continue : elle accroît lentement mais sûrement la concurrence réglementaire des États membres, jusqu'au point prédictible de rupture. D'où la certitude structurelle d'un « crash » et la nécessité de penser la situation qui surviendra « après »³.

I. Krastev s'écarte sensiblement de ces analyses. Délaissant les approches centrées sur les configurations d'intérêts et l'acteur rationnel, sa pensée puise dans la théorie politique, l'histoire et la littérature. L'intérêt s'efface derrière l'identité. La structure d'opportunité du jeu juridico-institutionnel de l'UE ou encore l'instabilité macroéconomique de la zone euro sont ramenées

1 Karen Alter, *The European Court's Political Power : Selected Essays*, Oxford, Oxford University Press, 2009.

2 Ce que F. Scharpf appelle le « piège de la décision conjointe » ; voir Fritz Scharpf, « The Joint-Decision Trap : Lessons from German Federalism and European Integration », *Public Administration*, vol. 66 (3), 1988, p. 239-278.

3 Fritz Scharpf, « After the Crash: A Perspective on Multilevel European Democracy », *European Law Journal*, vol. 21 (3), 2015, p. 384-405.

à des variables secondaires. Se surimpose désormais la crise migratoire qui vient réactualiser la double fracture entre l'Est et l'Ouest et entre les gagnants et les perdants de la mondialisation.

Le migrant comme nouvelle figure de l'histoire

Le migrant constitue aux yeux d'I. Krastev le nouvel acteur de l'histoire, le moteur d'une révolution des individus qui marchent pour changer de pays, et non plus de gouvernement. Ce n'est plus la lutte des classes, mais la lutte entre nationaux et migrants qui travaille les sociétés. Face à l'afflux de migrants, l'argument des droits fondamentaux tend en effet à se retourner : la question de la capacité de l'État à garantir l'effectivité des droits fondamentaux prend le pas sur leur idéal juridique.

Plus dramatiquement, la crise migratoire fait planer sur les sociétés européennes le sentiment d'une menace normative : celui d'une mise en danger de l'intégrité de l'ordre moral. L'imaginaire démocratique des majorités menacées se transforme en insécurité démographique. La démocratie se replie alors sur elle-même et se dénature : d'un régime d'inclusion des minorités, elle se mue en régime d'exclusion. L'exigence démocratique se dresse contre l'ordre libéral et se confond avec l'appel à défendre sa communauté d'appartenance. C'est ce qu'I. Krastev appelle « le retour des régimes majoritaires »⁴.

La révolte des perdants de la mondialisation

L'erreur de l'Europe est celle de Fukuyama : elle s'est méprise comme lui sur le sens historique de la chute du communisme et de la naissance concomitante de la mondialisation connectée. Loin d'un monde postmoderne occidental où la valeur libérale de la liberté supplante les intérêts matériels de classe, nous assistons, d'après I. Krastev, à un nouveau désordre mondial, dont l'épicentre se situe sur le vieux continent.

Le nouveau jeu de la mondialisation n'est à somme positive que pour les gagnants ; les perdants s'en rendent compte et donnent chair à un populisme de frustration, mélange de nostalgie pour un passé idéalisé (un « nous » préservé de l'extérieur) et de fatalisme face à un futur qui ne peut que s'assombrir (la poursuite de la dissolution de ce qui reste du « nous »). Les populations tenues à l'écart du mouvement de la mondialisation — les « gens du quelque part », captifs de leur lieu d'existence, par contraste avec les « gens du n'importe où » — tendent à former, si ce n'est une majorité, à tout le moins un bloc électoral qui empêche la poursuite du

4 Ivan Krastev, « Le retour des régimes majoritaires », dans *L'Âge de la régression*, Premier parallèle, 2017.

jeu d'alternance régulier entre les partis de gouvernement pro-européens et acquis à l'économie libérale⁵.

I. Krastev s'appuie sur les analyses de Dani Rodrik qui concluent à l'impossibilité de renforcer concomitamment la compétitivité économique internationale, la démocratie mondiale et la souveraineté nationale⁶. Le « trilemme de Rodrik » porte en lui le risque d'enfanter un monstre doux fait d'une démocratie sans choix, d'une souveraineté évidée et d'une mondialisation sans légitimité politique. À cet égard, l'UE se trouve face à une situation particulièrement malaisée, elle dont le principe de justification repose sur l'idée d'une citoyenneté universelle qui n'est pleinement réalisable en pratique, nous dit I. Krastev, que par la libre circulation absolue des peuples, ou par la pleine résorption des disparités socioéconomiques entre les pays ; deux conditions irréalisables.

Comprendre l'Européen de l'Est

L'Europe de l'Est, qui a vécu la fin soudaine de l'empire soviétique, nourrit d'après I. Krastev une profonde amertume face à l'incompréhension de l'Europe de l'Ouest. Son absence de passé colonial et le souvenir de l'internationalisme communiste expliqueraient son « déficit de compassion », son anti-cosmopolitisme chevillé au corps. À la différence de l'Europe de l'Ouest où la mémoire des migrations extra- et intra-européennes demeure vivace, l'Europe de l'Est s'est en effet reconstruite au lendemain de 1945 autour d'une homogénéisation ethnique sous le couvercle de l'URSS.

Alors que faire ? Sauver l'essentiel, nous dit I. Krastev : la libre circulation, les élections pluralistes et l'État de droit. Éviter la « poutinisation » de l'Europe en somme. Et pour cela, il prie les Européens de l'Ouest de mieux comprendre l'Europe de l'Est, concrètement de se montrer plus conciliants vis-à-vis des gouvernements hongrois et polonais, d'oser le compromis et, surtout, de se départir de tout surplomb moralisateur. Car l'Europe de l'Est est traversée par une mélancolie existentielle, accentuée par la crainte démographique d'une dépopulation croissante. Les droits fondamentaux et autres réglementations imposés de Bruxelles sont traduits en droits des minorités et perçus comme une injustice envers les majorités menacées. Cette mise en balance stratégique des droits fondamentaux et de l'État de droit pourra déconcerter le lecteur ouest-européen.

5 Sur la recomposition politique française, voir : Pierre Martin, « Un séisme politique. L'élection présidentielle de 2017 », *Commentaire*, 2017/2, n°158, p. 249-264.

6 Dani Rodrik, *The Globalization Paradox : Democracy and the Future of the World Economy*, New-York, W.W. Norton & Co., 2011.

Le point aveugle du regard érudit

Et pourtant, il y a paradoxalement dans l'analyse d'I. Krastev quelque chose de daté et de presque consensuel. Cette dernière se fonde en effet, et sans précaution particulière, dans la nouvelle *doxa* politologique qui relève avec obsession le glissement du centre de gravité des démocraties nationales, d'un clivage gauche-droite à une opposition entre des camps mondialisateur ou nativiste, ouvert ou fermé, pluraliste ou autoritaire. La crise migratoire, à ce titre, est comprise comme un puissant moteur ou catalyseur de la recomposition politique européenne, et non comme l'effet d'une cause qui serait autre : une crise de l'impuissance publique.

I. Krastev note pourtant la contradiction entre l'« Union sans cesse plus étroite des peuples européens » et l'impératif d'approfondissement de la démocratie. Peut-être faudrait-il partir de là, de ce qui affaiblit la démocratie au sein même des États membres et l'empêche de faire face à une crise, qu'elle soit migratoire ou financière. Mais I. Krastev invoque davantage ce qui vient de l'extérieur : la mondialisation, le surgissement d'une nouvelle force historique (les migrants), le réveil des États-continentaux endormis. Son érudition et sa verve littéraire peuvent séduire ; elles semblent comme affleurer la surface des choses, sans pénétrer les tréfonds de l'ordre européen, ses dynamiques immanentes.

Si la crise migratoire est davantage un effet qu'une cause première, quelle serait alors celle-ci ? Elle est pour partie à trouver dans l'ordre politique de l'Europe, sa Constitution économique et monétaire. On regrettera qu'I. Krastev n'engage que du bout des lèvres la discussion avec les différentes théories juridico-politiques de l'UE comme avec celles sur l'architecture problématique de la zone euro. La pluridisciplinarité n'est ici qu'éclectisme ; et la pensée d'I. Krastev ne fait pas système. Elle n'y prétend pas d'ailleurs. Mais ce défaut d'ambition théorique, recouvert par la verve de l'érudit, pourra laisser certains lecteurs insatisfaits.

Publié dans lavedesidees.fr, le 10 mai 2018.